

MARCHES PUBLICS - FOURNITURES ET SERVICES
***relatif à l'externalisation de la mission de la personne
compétente en radioprotection***

**Passé selon une procédure adaptée conformément à
l'article 2123-1 du code de la commande publique**

**Dossier simplifié de consultation des entreprises
VALANT ENGAGEMENT CONTRACTUEL**

Le retour des offres est fixé au lundi 8 septembre 2025 à 12h.

SOMMAIRE

A. OBJET DU MARCHE	4
B. REGLEMENT DE LA CONSULTATION	4
B1 – Documents à fournir par le candidat	4
B1-1 Candidature marché public simplifié (MPS)	4
B1-2 Candidature classique	4
B1-2.1 Le candidat produit à l'appui de sa candidature	4
B1-2.2 Le candidat produit une déclaration a priori et produit les attestations et certificats s'il est attributaire pressenti	5
B1-3 Pour la partie « Offre »	6
B2 – Consultation et nomenclature	7
B3 – Réception des plis	7
B3-1 Modalités de réponse électronique	8
B3-2 Signature électronique	8
B4 – Critère de jugement des offres	11
B5 – Durée de validité des offres	11
C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	11
D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE	12
E. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	12
E1 – Procédure du marché	12
E2 – Durée	13
E3 – Modalité d'exécution des prestations	13
E4 – Lieu d'exécution	13
E5 – Prix	14
E5-1 Caractéristiques des prix pratiqués	14
E5-2 Mois d'établissement des prix du marché	14
E5-3 Actualisation des prix	14
E6 – Avance	14

E7 – Pénalités	15
E7-1 Pénalité de retard	15
E7-2 Pénalité pour travail dissimulé	15
 E8 – Assurances	 15
E9 – Résiliation	15
E10 – Règlement des litiges	16
E11 – Règlement des prestations	16
E12 – Délais de paiement	17
E13 – Condition d’exécution des prestations	17
E14 – Condition d’accès aux établissements	19
E15 – Clause environnementale	19
E16 – Clause sociale diversité, égaconditionnalité	19
E17 – Clause pénitentiaire	20
E18 – Dérogations au CCAG-FCS	21
E19 – Renseignements complémentaires	21
 F. ANNEXE FINANCIERE	 21
G. ATTESTATION SUR L’HONNEUR	21
H. ENGAGEMENT DU TITULAIRE	21
I. SIGNATURE DU MARCHE PAR L’ENTREPRISE	22
J. SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	22
K. NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE	23

A. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne la nécessité d'externaliser la mission de la personne compétente en radioprotection.

Le prestataire interviendra une fois par an sur chaque site et interviendra pour des conseils à distance autant que de besoin pour l'ensemble des sites.

Après chaque intervention sur site, le prestataire adressera un rapport d'intervention.

Dès la première intervention, le personnel CRP prend connaissance de l'ensemble des informations, délivre au client les conseils adaptés à la situation et réalise la vérification périodique.

B. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

NB pour les candidats : Les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles et informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.

B1 – Documents à fournir par le candidat

L'offre de chaque soumissionnaire sera entièrement rédigée en langue française.

Les offres seront exprimées en EURO.

Les soumissionnaires éligibles peuvent déposer un dossier de candidature simplifié. Les soumissionnaires qui se présentent en groupement d'entreprises, qui présentent un sous-traitant, ceux qui ne disposent pas de numéro de SIRET, les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de candidature classique. Les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et des renseignements exigés en fonction du type de candidature retenue.

Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

B1-1 Candidature marché public simplifié (MPS)

Le pli contiendra :

- 1) La déclaration de candidature « marché public simplifié » (formulaire MPS) renseignée sur PLACE
- 2) La liste des références similaires de la clientèle publique et/ou privée sur les trois dernières années

B1-2 Candidature classique

B1-2.1 : Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1, L2141-2, L2141-3, L2141-4 et L2141-5 du code de la commande publique, relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

NB : pour les entreprises non établies en France, ces documents sont à fournir au vu des règles d'effet équivalent du pays d'établissement.

2° Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément à l'article 44 de la même ordonnance, à savoir :

- un formulaire DC1 ou équivalent ;
- un formulaire DC2 ou équivalent.
- *en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises* : les documents listés à l'article 6.1 (DC1) – Modalités de réponse en cas de groupement, ci-dessus ;
- *en cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire* : la copie du jugement prononcé ;

Les candidats peuvent fournir dans leur dossier, s'ils le souhaitent :

- la copie de l'état annuel ou la copie des certificats fiscaux et sociaux: formulaires téléchargeables sur le site du Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

Ainsi que :

1°- les attestations sur l'honneur et documents des articles L 8254-1 et D 8222-5 et D 8254-2 ou D 8222-7 et D 8254-3 du code du travail

Les documents DC1 et DC2 peuvent être utilisés par les candidats en tant qu'ils complètent ou se substituent aux documents demandés ci-dessus.

B1-2.2 : Le candidat produit une déclaration a priori et produit les attestations et certificats s'il est attributaire pressenti :

A l'appui de sa candidature, le candidat pourra également produire le Document unique de marché européen (DUME) conformément au modèle¹ publié au Journal officiel de l'Union européenne le 6 janvier 2016.

Le document unique de marché européen (DUME) est une déclaration sur l'honneur des opérateurs économiques servant de preuve a priori en lieu et place des certificats délivrés par des autorités publiques ou des tiers.

Le DUME consiste en une déclaration officielle par laquelle l'opérateur économique affirme que les motifs d'exclusion concernés ne s'appliquent pas à lui, que les critères de sélection concernés sont

¹ Modèle publié le 6 janvier 2016 au Journal officiel de l'Union européenne. Le règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission du 5 janvier 2016 comporte deux articles et fournit en annexe 1 les « instructions » et en annexe 2 le « Formulaire type pour le document unique de marché européen (DUME).

remplis et qu'il fournira les informations pertinentes requises par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

Le règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la commission du 5 janvier 2016 comporte deux articles et fournit en annexe 1 les « instructions » et en annexe 2 le « Formulaire type pour le document unique de marché européen (DUME) »

Le formulaire type figure en annexe 2 du règlement d'exécution (UE) 2016/7 et se décompose en six parties :

Partie I. Informations concernant la procédure de passation de marché et le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice. / Partie II. Informations concernant l'opérateur économique. / Partie III. Critères d'exclusion / Partie IV. Critères de sélection / Partie V. Réduction du nombre de candidats qualifiés / Partie VI. Déclarations finales.

Lors de l'attribution du marché public et avant la notification du marché, le candidat retenu doit fournir les documents ci-après, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour :

- de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente ;
- et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

Pour respecter cette obligation, le titulaire pressenti doit fournir :

- un certificat social, délivré en ligne sur le site de l'Urssaf (<https://www.service-public.fr/professionnelsentreprises/vosdroits/R14267>) ;
- une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de leur situation sociale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) peut être obtenue :
 - directement en ligne via le compte fiscal (<https://www.service-public.fr/professionnelsentreprises/vosdroits/R14668>) (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA,
 - auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 (<https://www.service-public.fr/professionnelsentreprises/vosdroits/R14636>) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur...).

De plus, pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 €HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31422>).

B1-3 Pour la partie « Offre »

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

LISTE	OBSERVATIONS
Pièces à fournir concernant l'offre	
Le présent document	- complété, daté, signé avec apposition

	du cachet commercial. Ce document sera accompagné, le cas échéant, des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants
Décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)	Complété, daté, signé avec apposition du cachet commercial
Mémoire technique	Complété, daté, signé avec apposition du cachet commercial
Relevé d'identité bancaire ou postal	Joindre un RIB à l'AE
Délégations de pouvoir des personnes habilitées à représenter l'entreprise	A joindre obligatoirement lorsque le signataire des pièces du dossier est différent du représentant légal de l'entreprise
L'annexe relative aux clauses générales de sécurité s	Complété, daté, signé avec apposition du cachet commercial
L'engagement de confidentialité	Complété, daté, signé avec apposition du cachet commercial

B2 – Consultation et nomenclature

Code CPV

La famille de la nomenclature européenne, pour cette consultation, est :

	Désignation	Nomenclature européenne
	Service de protection à la personne	907216000-3

B3 – Réception des plis

Les candidats déposent leur offre dématérialisée sur le site de la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

avant la date et l'heure limite de réception des offres fixée au **lundi 8 septembre 12h00**.

Aucun envoi par télécopie ou courriel ne sera accepté.

TRÈS IMPORTANT :

- ✓ L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus à la date et heure limites ne seront pas pris en compte.
- ✓ Le jour de la date limite de remise des plis est fixée au **mercredi 3 septembre 12h00**.
- ✓ Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqués sur la page de garde.

B3-1 Modalités de réponse électronique

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée ci-dessus est nul et non avenu.

Sur la plateforme des achats de l'Etat, les candidats peuvent disposer d'une aide pour les procédures électroniques. Cette aide détaille les modalités à suivre pour le dépôt des candidatures et des offres.

L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

B3-2 Signature électronique

Les candidatures et offres transmises par voie électronique ou envoyées sur support physique électronique sont signées par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique de niveau 2, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Chaque document pour lequel une signature est demandée à l'article B1 du présent règlement de la consultation (présentation des candidatures et des offres) doit être signé électroniquement. Une simple signature du dossier zip est insuffisante.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Les documents du marché, listés à l'article B-2 du présent règlement de la Consultation comme devant être signés, et transmis par voie électronique, sont signés électroniquement selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de [l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique](#) dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,

- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature² conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

1) LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité demandé (niveau 2).

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- www.references.modernisation.gouv.fr
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2nd cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité demandé (niveau 2), et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

- 1) la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification... Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- 2) L'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

² Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

2) OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est obligatoire ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

RECOMMANDATION :

Enfin, pour faciliter la signature et l'envoi de vos fichiers, il est recommandé de les copier sur des disques durs « locaux » et éviter la sélection à partir de disques durs réseaux tels clés USB ou disques « virtuels ».

ENVOI D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE :

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.

Celle-ci devra être dans une enveloppe cachetée portant la mention

« COPIE DE SAUVEGARDE : - NE PAS OUVRIR »

- soit transmise par lettre recommandée avec avis de réception postale (ou équivalent) à l'adresse suivante :

Unité achats et marchés publics
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse
1 rue de la cité

31000 TOULOUSE

- soit remise contre récépissé, les jours ouvrables, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h et de 14h00 à 16h00 à la :

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse

1 rue de la cité

31000 TOULOUSE

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le représentant du pouvoir adjudicateur,
- lorsqu'une candidature et une offre ont été transmises par voie électronique, mais ne sont pas parvenues à la DISP de Toulouse dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'ont pas pu être ouvertes, la DISP de Toulouse procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Quel que soit le mode de transmission :

Pour chaque étape de la procédure, les candidats et soumissionnaires appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils transmettent à l'acheteur.

B4 – Critères de jugement des offres

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 et R2152-7 du code de la commande publique.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations jugé au travers de l'annexe financière	60%
Valeur technique de l'offre jugée au travers des fiches techniques, et réponses aux exigences du CCTP	30%
Développement durable, protection de l'environnement	10%

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

La présente consultation ne fera l'objet d'aucune négociation

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le BPU et le détail quantitatif estimatif, le BPU prévaudra et

le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

B5 – Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

- Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse
- M Stéphane GELY, Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Toulouse
- Cité administrative-Bat G
- 2 boulevard Amand DUPORTAL
- CS 81501
- 31015 TOULOUSE cedex 6

- Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :
Monsieur le Directeur régional des Finances publiques de Haute-Garonne
15 place occitane 31039 Toulouse Cedex
tél 05 61 26 57 00

- Imputation budgétaire : 0107-02
- Exercice : 2025
- Service et adresse pour l'envoi des factures :
Les factures devront être transmises via le portail Chorus pro
Service exécutant : CGFDJUS031
Siret Etat : 110 002 0011 00044

D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

- Nom de l'entreprise
- et nom du représentant identifié
- Adresse, téléphone, télécopieur, courriel
- N° de SIRET
- coordonnées bancaires
Joindre RIB

Si groupement d'entreprises :

- Nature du groupement : Conjoint
- Identification du mandataire (SIRET et ses coordonnées)

- Identification des autres membres du groupement avec leur SIRET et leurs coordonnées :

- coordonnées bancaires des membres du groupement
+ joindre RIB

- Répartition des travaux avec indications des montants HT par entreprises :

E. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

E1 – Procédure du marché

Le marché issu de cette consultation est un marché de services.

La consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée établie en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1, R2123-4, R 2124-1 et R2323-4 du code de la commande publique.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Compte tenu de la nature des prestations le marché n'est pas alloti.

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises.

Si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

Le marché est un accord-cadre à bons de commande, sans minimum avec un maximum fixé à 60 000€ auprès d'un seul opérateur économique, conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

E2 - Durée

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} octobre 2025.

Il est reconductible, de façon tacite, par période d'un an sans pouvoir excéder une durée totale de quatre ans.

Si l'une ou l'autre des parties ne souhaite pas renouveler le marché, elle doit en informer l'autre partie 2 mois avant la date anniversaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

E3 - Modalités d'exécution des prestations

Ce marché s'exécute par l'émission de bons de commande annuels Ceux-ci sont émis par les établissements pénitentiaires du ressort de la DISP de Toulouse.

Le bon de commande est notifié au titulaire :

- soit par mail,
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception du bon de commande.

E4 - Lieux d'exécution

Etablissements	Adresses	Contacts
MA Albi	30 rue André Imbert 81034 ALBI cedex 9	economat.ma-albi@justice.fr 05.63.43.24.70
MA Carcassonne	3 avenue Général Leclerc BP 120 11022 CARCASSONNE cedex	economat.ma-carcassonne@justice.fr 04.68.25.12.26

MA Foix	26 avenue du Général de Gaulle BP 62 09008 FOIX cedex	economat.ma-foix@justice.fr 05.61.05.01.53
CP Lannemezan	rue des Saligues BP 70166 65307 LANNEMEZAN cedex	economat.cp-lannemezan@justice.fr 05.62.50.13.26
MA Mende	37 chemin de Sejalan BP 133 48005 MENDE cedex	economat.ma-mende@justice.fr 04.66.65.17.21
MA Montauban	250 avenue Beausoleil BP 362 82033 MONTAUBAN cedex	economat.ma-montauban@justice.fr 05.63.92.68.52
CD Muret	route de Seysses BP 312 31605 MURET cedex	economat.cd-muret@justice.fr 05.61.56.67.13
MA Nîmes	131 chemin de Grezan BP 93010 30002 NIMES cedex 6	economat.ma-nimes@justice.fr 04.66.02.12.54
CP Perpignan	Chemin de Mailloles 66945 PERPIGNAN cedex	economat.cp-perpignan@justice.fr 04.68.68.37.09
CD St Sulpice	17 chemin des Pescayres BP 3 81370 ST SULPICE LA POINTE	economat.cd-st-sulpice-la-pointe@justice.fr 05.63.41.14.94
CP Seysses	ZA Segla rue D. Casanova BP 85 Seysses	economat.cp-seysses@justice.fr 05.61.56.68.68
CP Villeneuve les Maguelone	av. du Moulin de la Jasse 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE	economat.cp-villeneuve-les-maguelone@justice.fr 04.67.07.80.00
CP Béziers	861,, route de Saint Pons 34535 BEZIERS	economat.cp-beziers@justice.fr 04.67.49.44.24
MA Rodez	870 rue des Routiers ZA Belair 12033 RODEZ	economat.ma-rodez@justice.fr 05.81.19.61.10
EPM Lavar	575 Av de Cocagne 81500 LAVAU	economat.epm-lavar@justice.fr 05.63.34.00.07
UHSA	ZA Segla rue D. Casanova BP 85 Seysses	economat.cp-seysses@justice.fr 05.61.56.68.68
UHSI	ZA Segla rue D. Casanova BP 85 Seysses	economat.cp-seysses@justice.fr 05.61.56.68.68

E5 – Prix

Le prix du marché est conclu en €, hors TVA.

Le taux de TVA à appliquer est celui en vigueur à la date de la facturation

- Voir décomposition des prix globales et forfaitaires à compléter – annexe 2

E5 - 1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix figurant dans la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)

Les prix sont fermes la première année du marché.

Ils sont actualisables pour les périodes de reconduction.

L'augmentation annuelle ne pourra être supérieure à 2%.

Le prix est réputé complet et comprend tous les frais nécessaires à l'exécution du marché, ainsi que l'ensemble des frais de gestion, reproduction et envoi des livrables, de déplacement des intervenants et charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

E5 - 2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre, Soit, septembre 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

E5 - 3 - Actualisation des prix

Si le marché est notifié dans un délai supérieur à 3 mois à la proposition du ou des titulaires, l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date du début d'exécution des prestations.

Le prix est réputé ferme pour toute la durée ferme du marché.

Le marché peut faire l'objet d'une augmentation d'un montant maximum de 2% à partir de la première année reconductible.

A défaut de nouvelle proposition de prix, les marchés se poursuivent à prix identique.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration contractante son nouveau tarif avec un préavis de deux mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement, par mail à l'adresse : uamp.disp-toulouse@justice.fr

E 6 – Avance

Sans objet compte tenu du montant des bons de commandes qui n'atteindront pas le seuil unitaire de 50 000 €.

E 7– Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

E 7 - 1 Pénalités de retard

Le titulaire doit faire parvenir chaque année aux établissements un calendrier prévisionnel de passage.

Le titulaire encourt une pénalité de 20€ par jour calendaire de retard.

Le titulaire doit transmettre le rapport d'intervention dans un délai d'un mois maximum après celle-ci.

Le titulaire encourt une pénalité de 15€ par jour calendaire de retard

Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS.

E7 – 2 Pénalité pour travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apportera la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, pour faute du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est de 10,00€HT par jour ouvré de retard à l'expiration du délai imparti. Ce montant ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

E8 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

E9 – Résiliation

Les articles 38 à 44 du C.C.A.G.-F.C.S., relatifs à la résiliation du marché, sont applicables.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG/FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, soit dans le cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG/FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG/FCS.

Par ailleurs, en cas d'inexécution par le titulaire de sa prestation, ou en cas de résiliation prononcée à ses torts, conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder à tiers à l'exécution de la prestation prévue par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Le non-respect des clauses particulières d'intervention à l'intérieur des établissements pénitentiaires telles que décrites en annexe 2 du présent document entraîneront la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS.

E10 – Règlement des litiges

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

E11 – Règlement des prestations

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

En application de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct doivent obligatoirement adresser leurs factures au ministère de la justice sous format électronique.

Par conséquent, le titulaire et ses sous-traitants doivent obligatoirement transmettre leurs factures électroniques à partir du portail Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Modalités de transmission des factures

La transmission dématérialisée des factures doit être effectuée conformément aux dispositions du décret 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre 3 modes de dématérialisation :

1. dématérialisation par échanges de données informatisées (EDI) : la transmission se fait du système d'information du fournisseur vers Chorus Pro3,
2. saisie en ligne des factures sur le portail Chorus Pro,
3. dépôt d'une facture sous le format PDF sur le portail Chorus Pro.

Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Le dépôt des factures sur le portail nécessite de se munir du code du **Service Exécutant n°CGFDJUS031** et du **numéro d'EJ support qui sera communiqué après notification du marché.**

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des factures.

La facture devra comporter les éléments suivants :

- **Le n° d'ENGAGEMENT JURIDIQUE** commençant par 14 et figurant sur le bon de commande Chorus
- **Le service exécutant : CGFDJUS031**
- L'objet de la prestation facturée : contenu détaillé
- La désignation et l'adresse du service destinataire des prestations ;
- Le montant de la TVA
- Le montant des prestations commandées en HT et TTC

E12 – Délai de paiement

³Il est nécessaire de raccorder préalablement le SI facturier du fournisseur au concentrateur Chorus.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

E 13 – Conditions d'exécution des prestations

Le prestataire interviendra 1 fois par an sur chaque site et interviendra pour des conseils à distance autant que besoin pour l'ensemble des sites. Après chaque intervention sur site, le prestataire adressera un rapport d'intervention, dans un délai d'un mois maximum. Dès la première intervention, le personnel CRP prend connaissance de l'ensemble des informations, délivre au client les conseils adaptés à la situation et réalise la vérification périodique.

Au titre de cette externalisation, le prestataire en charge de la mission de la personne compétente en radioprotection réalisera les tâches suivantes.

- ❖ Conseil aux chefs d'établissements concernant :
 - La conception, la modification ou l'aménagement des lieux de travail et des dispositifs de sécurité destinés à prévenir les risques liés aux rayonnements ionisants ;
 - Les programmes de vérification des équipements et des espaces de travail qui y sont soumis, ainsi que les modalités de suivi de l'exposition des agents ;
 - L'instrumentation appropriée aux vérifications précitées ;
 - Les modalités de classement des travailleurs ;
 - Les modalités de délimitation et les conditions d'accès aux zones réglementées ;
 - Les modalités de délimitation et les conditions d'urgence radiologique ;
 - La préparation et l'intervention en situation d'urgence radiologique ;
- ❖ Participation à :
 - L'évaluation des risques d'exposition des agents aux rayonnements ionisants ;
 - La définition et à la mise en œuvre des dispositions relatives à la surveillance de cette exposition, en liaison avec le médecin de prévention ;
 - La définition et à la mise en œuvre des mesures et moyens de prévention, notamment celles concernant la définition des contraintes de dose prévues à l'article R.4451-33 du Code du travail
 - L'identification et la délimitation des zones mentionnées aux articles R.4451-22 et R.4451-26 du Code du travail
 - La coordination générale des mesures prévues à l'article R.4511-13 du Code du travail, lorsqu'une opération comporte un risque d'exposition aux rayonnements ionisants pour les salariés relevant d'entreprises extérieures ou pour des agents pénitentiaires, prendre tous contacts utiles avec les personnes désignées compétentes en radioprotection, le cas échéant ;
 - L'enquête et l'analyse des événements significatifs en matière de dépassement des valeurs limites de dose, telles que prévue à l'article R.4451-77 du Code du travail ;
- ❖ Gestion, exécution et supervision :

- Des mesurages du niveau d'exposition externe et, le cas échéant, du niveau de la concentration de l'activité radioactive dans l'air ;
 - Des vérifications de l'efficacité des moyens de prévention ;
 - De l'information des personnes mentionnées à l'article R.4451-76 du Code du travail, en cas d'événements significatif relatif au dépassement des valeurs limites de dose ;
 - De l'information et de la formation à la sécurité des agents, telles que prévues aux articles R.4451-58 et R.4451-59 du Code du travail.
 - Déclaration ASN des nouveaux bagages X
 - Mise à jour des déclarations ASN des bagages X
- ❖ En ce sens les missions du conseiller en radioprotection sont, suite à sa désignation par le prestataire :
- La mise en place et le contrôle des équipements de protection individuelle
 - L'établissement des programmes de vérification en radioprotection
 - L'évaluation des risques résultant de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants
 - Classement, contraintes de dose et suivi de l'exposition individuelle des travailleurs
 - Délimitation et condition d'accès aux zones (réalisation des plans)
 - Vérification périodique de radioprotection.

La mission de CRP porte sur les installations suivantes :

Établissements	Nombre de GX
MA NIMES	1
MA FOIX	1
MA ALBI	1
CD Saint-Sulpice	1
CP LANNEMEZAN	3
MA TARBES	1
CD de Muret	2
MA CARCASSONNE	1
MA RODEZ	1
CP BEZIERS	3
EPM LAVAUUR	1
CP VLM	3
CP SEYSSES UHSA	1
CP SEYSSES UHSI	1
CP SEYSSES	4
CP Perpignan	3
MA MONTAUBAN	2
MA MENDE	1

Cette liste est donnée à titre indicative.

Elle pourra être revue à la hausse, comme à la baisse, en fonction des besoins des établissements pénitentiaires du ressort de la DISP de Toulouse.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché.

Les normes et spécifications techniques applicables étant celle en vigueur à la date du marché, le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et de tout texte et de toute réglementation liés à son activité pour l'exécution du présent marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de garantie définie dans l'annexe 1. Il ne pourra prétendre à aucune prestation supplémentaire en cas de résultats insuffisants et devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour pallier ce manquement.

E 14 – Condition d'accès aux établissements

Dès notification du marché, le titulaire devra fournir à chaque établissement, l'identité complète de chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait du casier judiciaire B2, ainsi que, le cas échéant, la liste des immatriculations des véhicules utilisés pour la réalisation des prestations.

A défaut, les personnes mandatées par le titulaire pour l'exécution des prestations ne pourront accéder aux établissements. Toute modification relative à l'identité de la personne mandatée ou à l'immatriculation du véhicule doit être communiquée à l'établissement concerné au minimum 72h à l'avance.

A défaut, tout retard de réalisation des prestations sera considéré comme imputable au titulaire du marché.

E 15 Clause environnementale

La DISP participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales.

Le titulaire du marché veille, à travers l'exécution des prestations prévues au marché, au respect de l'environnement et s'engage dans une démarche de développement durable.

Le titulaire doit réduire au strict nécessaire les impressions papier et doit privilégier les formats dématérialisés. Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

E 16 Clause sociale diversité, égaconditionnalité

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. À ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors, et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire s'engage au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (égalité conditionnalité).

❖ Modalités à réaliser après la notification du marché

Le titulaire du marché doit adresser le questionnaire amont **dans les 15 jours suivant la date de notification.**

❖ Modalités à renseigner avant la fin du marché

Le titulaire devra présenter le bilan des résultats obtenus et des axes d'amélioration réalisés.

Le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, 2 mois avant la date de fin du marché :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite Discriminations Egalite 2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Les informations renseignées dans le présent questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat.

E 17 Clauses pénitentiaires

Le titulaire est réputé informé des conditions particulières à une intervention à l'intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Il se conforme à toutes injonctions du chef d'établissements et/ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement.

Il ne peut en aucun cas prétendre à un quelconque préjudice à ce titre.

Il doit, dans un premier temps, se conformer aux modalités d'obtention d'une autorisation d'accès à l'établissement. Ainsi, dès notification du marché, le titulaire doit fournir à l'administration une photocopie recto/verso de la pièce d'identité, une preuve filiale ainsi que deux photos d'identité de chaque intervenant concerné afin d'obtenir l'extrait B2 du casier judiciaire. À défaut de présentation de ces documents, l'intervenant ne peut pas accéder dans les établissements.

Toute personne entrant dans l'établissement doit se plier aux contrôles d'usage et respecter les articles du code pénitentiaire suivants : D.121-4, R.123-1 et R.123-3, D.221-5, D.222-2 et D.222-3.

À titre de rappel l'article 434-35 du Code pénal dispose " *Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements.*

La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus "

E18 - Dérogations au C.C.A.G

L'article E7 déroge à l'article 14 du CCAG FCS

E19 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de consultation et/ou de l'élaboration de leur réponse, les candidats devront faire parvenir 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite :

- soit par voie dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat : www.marches-publics.gouv.fr
- soit par courriel adressés à l'adresse suivante : uamp.disp-toulouse@justice.fr

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard cinq (5) jours avant la date limite de réception des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale

F. ANNEXE FINANCIERE

Voir annexe 1 - DPGF (document à compléter par le candidat)

G. ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter :

- les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances ...). Les capacités doivent être en lien et adaptées à l'objet du marché.
- ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics.

Les capacités pré-citées et attestées sur l'honneur ainsi que la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au seul lauréat.

H. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage, sans réserve, à exécuter les prestations demandées, dans les conditions ci-après définies :

Déclare n'avoir pas fait l'objet d'une interdiction de concourir

Je m'engage ou j'engage mon groupement dont je suis mandataire, conformément aux clauses et conditions du marché et de ma proposition, à exécuter les prestations demandées conformément aux stipulations contractuelles suivantes :

- A fournir les moyens matériels et humains nécessaires aux opérations décrites et précisées dans les stipulations techniques pour les établissements pénitentiaires concernés par le présent marché
- A réaliser les études préalables.
- A réaliser toute opération décrites et précisées dans les stipulations techniques
- Ci annexées dans les conditions de sécurité réglementaire
- A garantir et assurer la prestation

- A garantir que les résultats de la prestation, ainsi que les droits attachés, notamment de propriété intellectuelle, appartiennent au ministère de la justice, et aux établissements concernés par le présent marché
- Proposer à la demande du pouvoir adjudicateur les solutions commerciales et techniques permettant de couvrir de nouveaux besoins exprimés, dans le cadre du présent contrat

L'acceptation du présent acte d'engagement implique de plein droit l'acceptation de ses conditions générales d'achat et des règles de la commande publique. Toutes les dispositions figurant dans les documents du titulaire (conditions générales de vente ou correspondance) qui y seraient contraires sont réputées non écrites, sauf condition générale de vente du titulaire plus favorable aux établissements concernés par le présent marché.

I. SIGNATURE DU MARCHE PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués ci-dessus.

Nom, prénom et qualité du signataire (*) et des membres si groupement d'entreprises	Lieu et date de signature	Signatures

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

J. SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

A :, le

Signature (Représentant du pouvoir adjudicateur à signer le marché)

K. NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

■ En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :
« Reçue à titre de notification copie du présent marché »

A le2025

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché)